

<http://www.ujfp.org/spip.php?article6049>



Un coup de force et une alliance inédite entre USA, Israël et Arabie saoudite

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -



Date de mise en ligne : mercredi 6 décembre 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Par René Backmann. Publié le 6 décembre 2017, sur le site de Médiapart.

La reconnaissance par Donald Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël est vécue comme une provocation en Europe et dans le monde arabe. Mais elle s'articule à un plan de paix que Washington tente d'imposer aux Palestiniens avec l'aide de l'Arabie saoudite et d'Israël.

L'annonce par Donald Trump de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël est une fusée à deux étages. Et il n'est pas exclu qu'elle explose en vol. Premier étage : « Il est temps de reconnaître officiellement Jérusalem comme capitale d'Israël, a déclaré Donald Trump, mercredi. Nous reconnaissons l'évidence, la simple réalité. Jérusalem n'est pas seulement la ville des trois religions, elle est la capitale d'une des plus grandes démocraties au monde ». Dans la foulée, le président américain a confirmé le déménagement rapide de l'ambassade américaine de Tel Aviv à Jérusalem.

Cette reconnaissance affirmée par le président ne fait pas que rompre avec soixante-dix ans de politique américaine. Elle ne fait pas que provoquer un concert de protestations en Palestine d'abord, dans le monde arabe et chez les Européens ensuite, [indignant le pape et bouleversant la donne](#) à partir de laquelle tentait de se reconstruire péniblement un processus de paix à l'arrêt depuis des années. Dans la même déclaration, Donald Trump a nommé l'autre étage de la fusée : un accord de paix israélo-palestinien qu'il se dit « déterminé à obtenir », réaffirmant au passage la position américaine d'un solution « à deux États ».

Cette annonce de Donald Trump sur Jérusalem est censée s'articuler avec ce « deuxième étage », celui de la construction sous égide américaine d'un accord de paix entre Israël et les Palestiniens. C'est le fameux « Big deal », tant de fois évoqué par Trump qui rêve de réussir là où tous ses prédécesseurs ont échoué. C'est aussi ce qu'a tenté de rappeler, mercredi lors d'une réunion de l'Otan à Bruxelles, Rex Tillerson, le secrétaire d'État américain. Pour répondre aux nombreuses critiques de ses partenaires européens, Tillerson a voulu assurer que la paix était toujours possible et que le « président est très déterminé » à obtenir un accord.

Mais comment envisager un accord après cette reconnaissance de Jérusalem qui est vécue comme une provocation par la plupart des acteurs impliqués de près ou de loin dans le conflit israélo-palestinien ? Donald Trump, une fois de plus, n'en fait-il qu'à sa tête, détruisant au passage le travail de son administration et de ses émissaires ? Ou, au contraire, veut-il faire de Jérusalem le levier qui lui permettra d'imposer aux Palestiniens son « Big deal » ?

Depuis quelques mois, une configuration inédite se met en place au Moyen-Orient. Hier ennemis mortels, voilà que l'Arabie saoudite et Israël unissent aujourd'hui leur influence à celle des États-Unis pour convaincre - ou plutôt pour contraindre - les dirigeants palestiniens d'accepter un nouveau plan de paix. Quel est donc ce plan ?

Dans la soirée du 6 novembre, alors qu'il se trouvait au Caire où se poursuivaient les difficiles négociations de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, le président palestinien Mahmoud Abbas a été invité à se rendre à Riyad. Abbas s'est entretenu avec le jeune prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS), dont l'ambition aventureuse et la poigne réformatrice - mais bien peu démocratique - sont en train de bouleverser les rapports de force dans la région.

Mahmoud Abbas n'a pas fait de compte-rendu public de ses conversations avec « MBS ». Mais en recoupant les

Un coup de force et une alliance inédite entre USA, Israël et Arabie saoudite

confidences des cinq membres de sa délégation et les informations réunies ensuite par des diplomates, voici les grandes lignes du « plan de paix » avancé par le prince héritier et rejeté, après une discussion beaucoup plus longue que prévu, par Mahmoud Abbas.

Que propose-t-il ? Un État palestinien composé de plusieurs fragments de la Cisjordanie, sans continuité territoriale, et une souveraineté limitée des Palestiniens sur leur propre territoire. La majorité des colonies actuelles de Cisjordanie restent en place, sous contrôle israélien. Jérusalem devient la capitale d'Israël mais pas celle de l'État palestinien éparpillé, qui pourrait être installée à Abou Dis, une agglomération de l'est de Jérusalem, mais isolée de la ville par le mur de séparation. Autre disposition du plan : aucun droit au retour, même symbolique, ne sera reconnu aux réfugiés palestiniens et à leurs descendants.

Ce plan n'a plus rien à voir avec « l'Initiative de paix arabe » de mars 2002, présentée par l'Arabie saoudite, qui offrait une normalisation des relations entre Israël et ses voisins arabes en échange d'un retrait total d'Israël des territoires occupés en 1967. Il est même plus désavantageux pour les Palestiniens que toutes les propositions mises en discussion par Israël depuis deux décennies ! « Jamais les Américains n'étaient allés aussi loin, dans le déséquilibre en faveur d'Israël, dit un proche du président palestinien. Et l'extraordinaire est qu'ils avancent un tel plan avec l'aval et la collaboration active de l'Arabie saoudite. »

Ce projet d'accord a été préparé en secret depuis des mois par deux des plus proches conseillers de Donald Trump : son gendre Jared Kushner et son émissaire pour le Proche-Orient, Jason Greenblatt. Les deux hommes sont personnellement impliqués dans la politique israélienne de colonisation et liés à la droite nationaliste israélienne. Un tel plan piétine les principales résolutions des Nations unies sur la question israélo-palestinienne. Il est clairement inacceptable pour Mahmoud Abbas.

Pour tenter d'assouplir la position de son interlocuteur, Mohammed ben Salmane a presque tout tenté, maniant la carotte et le bâton. D'abord en proposant de financer un soutien massif à l'économie de cette Palestine « indépendante ». Puis en menaçant de cesser toute aide financière à l'Autorité palestinienne, depuis longtemps sous perfusion internationale. Enfin, en laissant filtrer la rumeur selon laquelle Mohammed Dahlan, l'ennemi no 1 d'Abbas à qui il rêve de succéder, avait quitté son exil doré des Émirats arabes unis, où il vit depuis 2011, pour se rendre à Riyad en même temps que Mahmoud Abbas. Comme si le jeune prince saoudien voulait faire comprendre au vieux président palestinien que la relève est prête au cas où il se montrerait trop obstiné.

Devant le trouble d'une partie du monde arabe face à ces propositions qui paraissent dictées par Israël, Riyad a commencé à reculer en désordre, expliquant que le royaume que ce n'est pas son plan. C'est donc de Washington que sont venues les nouvelles pressions sur Abbas. Dans un premier temps, l'administration américaine annonce, le 18 novembre, qu'elle a décidé de ne pas renouveler l'autorisation, renouvelable tous les six mois, donnée à l'OLP dans les années 1980, d'avoir une représentation à Washington.

Officiellement, il s'agit de dissuader les Palestiniens de demander à la Cour pénale internationale (CPI) - que les États-Unis comme Israël ne reconnaissent pas - l'ouverture d'une enquête sur l'implication des responsables israéliens dans la colonisation, contraire au droit international. Au bout d'une semaine, après que les Palestiniens ont annoncé qu'ils suspendraient toutes leurs communications avec l'administration américaine, celle-ci fait volte-face et annonce que le bureau de l'OLP restera ouvert.

La deuxième tentative de pression diplomatique publique a eu lieu la semaine dernière, lorsque Donald Trump a annoncé qu'il envisageait, comme il l'avait promis pendant sa campagne électorale, de transférer l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. Ce transfert confirmé ce mercredi est maintenant présenté comme la conséquence logique de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël.

Le destin de Jérusalem, qui constituait dans le plan de partage de 1947 un « corpus separatum » sous régime international spécial, à côté des États juif et arabe à venir, devait être débattu lors des négociations sur le statut permanent prévues par les accords d'Oslo et qui n'ont jamais eu lieu. La reconnaissance américaine de la ville comme capitale israélienne est une approbation de l'annexion unilatérale de la ville, proclamée officiellement en 1980, à l'initiative de Menahem Begin, « capitale réunifiée de l'État d'Israël ». En violation, toujours impunie, du droit international.

La peur de l'Iran, clé du rapprochement saoudo-israélien

Pourquoi cette soudaine alliance de fait entre l'Arabie saoudite et Israël pour un plan de paix américain ? Pourquoi ces concessions sans précédent des États-Unis à Israël ? La clé est dans l'inédite convergence saoudo-israélo-américaine contre l'Iran. Pour le gouvernement israélien, l'Iran, on le sait, est un ennemi mortel, une « menace existentielle ». C'est ce que répétait le premier ministre israélien en invoquant le risque de production par Téhéran d'une bombe atomique.

La signature, en juillet 2015, entre Téhéran et les « 5 + 1 », de l'accord historique sur la démantèlement du nucléaire iranien, n'a pas rassuré Netanyahu. Il n'a cessé de dénoncer la duplicité de l'Iran et la naïveté des autres signataires. Et cela, malgré le respect scrupuleux, jusqu'alors, par Téhéran des dispositions de contrôle imposées par l'accord. Il faut ajouter à cette panique nucléaire, réelle ou feinte, l'aide en argent et en armes fournie par Téhéran au Hamas, le soutien iranien direct au Hezbollah dont les nouveaux missiles pourraient, depuis le Sud-Liban, frapper Tel-Aviv, et surtout le rôle décisif joué en Syrie, aux côtés des Russes, par l'Iran et ses milices.

La décision iranienne d'aménager au moins deux bases militaires permanentes en Syrie, au sud de Damas, donc proches de la frontière nord d'Israël, est considérée par Tsahal comme une ligne rouge. L'une des deux au moins a déjà été frappée par les avions israéliens.

Netanyahu et ses conseillers ont cherché et trouvé un allié régional contre Téhéran : l'Arabie saoudite. Qu'importe s'il s'agit d'une monarchie absolue gouvernée par la charia, qui a financé l'expansion de l'islam intégriste depuis des décennies. Ou si c'est le pays qui a vu naître Oussama Ben Laden et 15 des 19 pirates de l'air kamikazes du 11 septembre 2001.



Le prince héritier Mohammed ben Salmane, à Riyad, le 24 octobre 2017 © Reuters

Il se trouve que cette aversion historique d'Israël pour l'Iran a rencontré, du côté saoudien, la prétention farouche de Mohammed ben Salmane de conserver au royaume wahhabite l'autorité régionale que Téhéran paraissait menacer. Avant même sa désignation comme prince héritier, en juin dernier, « MBS » avait montré sa volonté de contrer les ambitions régionales prêtées à l'Iran en prenant la tête, en mars 2015, comme ministre de la défense du royaume, d'une coalition arabe sunnite contre la rébellion houthiste du Yémen, inspirée par un mouvement religieux proche du chiisme, et accusée d'être soutenue par Téhéran.

C'est toujours avec pour objectif de faire barrage à l'influence iranienne que Riyad, suivi par une coalition d'alliés et d'obligés sunnites, a décidé en juin dernier de placer en quarantaine le Qatar, pourtant irréprochablement wahhabite, mais bien disposé à l'égard des Frères musulmans, et surtout accusé d'entretenir des relations trop proches avec son voisin iranien, partenaire de Doha dans l'exploitation d'un énorme gisement de gaz sous les eaux du golfe Arabo-Persique.

La volonté, de la part d'un prince wahhabite, de contenir l'influence du chiisme de la République islamique n'explique pourtant pas seule l'offensive diplomatique massive de Riyad contre Téhéran.

L'influence majeure de l'Iran en Irak, où la majorité chiite est au pouvoir depuis la chute du régime de Saddam Hussein, le rôle décisif des combattants iraniens et de leurs milices dans le rétablissement militaire de Bachar al-Assad, indiquent, aux yeux des Saoudiens, qu'une nouvelle donne stratégique régionale est en train de se mettre en place : un couloir chiite existe désormais, depuis Téhéran jusqu'au Liban, en passant par Bagdad et Damas, au cœur du monde sunnite. Et la signature par Téhéran de l'accord nucléaire international, qui semblait sceller le retour de l'Iran dans le concert des nations respectables, n'est pas jugée plus rassurante tant par les Saoudiens que par les Israéliens. Pour des raisons différentes.

À Riyad, on a surtout calculé que la levée des sanctions contre l'Iran allait permettre à la République islamique de récupérer près de 135 milliards d'euros d'avoirs bloqués à l'étranger. Un pactole qui pourrait, selon les dirigeants saoudiens, être affecté au soutien des milices chiites et au développement des capacités militaires de Bagdad. Ainsi s'explique largement l'ouverture diplomatique désormais publique de l'Arabie saoudite en direction d'Israël. Initiative

Un coup de force et une alliance inédite entre USA, Israël et Arabie saoudite

symbolisée par l'interview, il y a trois semaines, du général Gadi Eizenkot, chef d'état-major de l'armée israélienne, au site d'information saoudien Elaph. Interview dans laquelle il a rappelé que les deux pays ne s'étaient « jamais combattus » et où il s'est déclaré prêt à partager des « informations » avec l'Arabie saoudite pour freiner l'influence iranienne dans la région.

De telles dispositions de part et d'autre ne pouvaient qu'enchanter la Maison Blanche. D'abord parce que les « administrations américaines, quelles qu'elles soient, n'ont jamais pu se débarrasser du traumatisme créé par l'interminable crise des otages retenus dans l'ambassade américaine de Téhéran de 1979 à 1981 », comme l'explique Philip Golub, professeur de relations internationales à l'Université américaine de Paris. Voir les deux meilleurs alliés des États-Unis au Proche-Orient se rapprocher pour affronter à leur côté le « grand Satan » iranien est un changement de donne providentiel.

Jared Kushner a noué des relations amicales avec le jeune prince héritier saoudien, de quatre ans son cadet. Il entend faire progresser l'accord israélo-palestinien annoncé par son beau-père, et préparé par ses soins, sans nuire aux intérêts de ses interlocuteurs israéliens : pour cela, bénéficier de l'appui saoudien pour vaincre les résistances palestiniennes est une carte maîtresse. Mais le « risque Trump » demeure : l'initiative de la reconnaissance de Jérusalem comme capitale israélienne peut détruire cette soudaine union Arabie saoudite-Israël et ressouder le monde arabe. Sauf à ce que le statut de Jérusalem ainsi bouleversé devienne un élément de négociations pour faire plier les Palestiniens. Réponse dans les prochaines semaines.